



Berlin Eco

NUMERO 5

© DG Trésor

4 mars 2020

ACTUALITE ECONOMIQUE

ENVIRONNEMENT MACROECONOMIQUE

Dans le contexte de la crise du virus Covid-19, l'[OCDE](#) revoit fortement à la baisse sa projection de croissance du PIB allemand : **+0,3% en 2020, soit 0,3 point de moins qu'annoncé en novembre 2019**. L'organisation appelle le gouvernement à préparer un plan de soutien budgétaire à l'économie.

Selon le [BDI](#) (Fédération de l'industrie allemande), **les entreprises allemandes exportatrices voient leurs productions et ventes impactées par la crise du virus Covid-19**. De nombreuses entreprises dépendent fortement de biens intermédiaires provenant de Chine et font face à d'importantes incertitudes en raison de l'épidémie. Le président de la fédération Joachim Lang appelle le gouvernement fédéral à mettre en place une « politique économique coordonnée venant soutenir la croissance ».

Concernant le risque conjoncturel du Covid-19, l'[IW Köln](#) estime qu'un ralentissement de 3 points de la croissance chinoise coûterait **0,1 point de croissance à l'Allemagne**, les exportations vers la Chine représentant 3% de la création de valeur totale de l'Allemagne. L'institut met également l'accent sur trois autres risques : (i) défaillance de la fourniture en biens intermédiaires (en particulier pour les secteurs pharmaceutique et de l'électronique) ; (ii) pertes de bénéfices ; (iii) pertes de potentiel de production.

Le [DIW de Berlin](#) évoque le possible impact du virus Covid-19 sur la confiance des ménages. La consommation représentant un pilier majeur de la conjoncture allemande, l'institut alerte sur un recul de la demande et s'attend à un ralentissement important de la croissance au 1^{er} trimestre, qui pourrait ne pas être totalement rattrapé sur le reste de l'année. Le président Marcel Fratzscher appelle le gouvernement fédéral à réagir rapidement en préparant des mesures en soutien aux entreprises et ménages. Le [baromètre conjoncturel](#) de l'institut a chuté de 4 points par rapport à janvier pour s'établir à 89 points en février 2020 ; l'effet de l'épidémie Covid-19 resterait cependant « flou et difficile à chiffrer ».

[L'indice du climat des affaires](#) de l'institut munichois *ifo* s'inscrit en très légère hausse en février, passant de **96,0 à 96,1 points**. L'indice continue sa hausse (3^{ème} d'affilée) dans le secteur manufacturier. Les perspectives se sont en revanche dégradées dans les services, le commerce et la construction.

Le volume des commandes dans le secteur manufacturier a baissé de 0,3% en décembre 2019 par rapport au mois précédent, selon [Destatis](#). Les commandes domestiques ont perdu 0,1%, tandis que celles provenant de l'étranger ont chuté de 0,3%.

POLITIQUE BUDGETAIRE

Selon [Destatis](#), l'Etat (toutes APU) a enregistré fin 2019 un excédent budgétaire de **49,8 Md€**, soit 12,6 Md€ de moins qu'en 2018. Les dépenses (1 608,6 Md€, +4,6% par rapport à 2018) ont crû plus fortement que les recettes (1 558,8 Md€, +3,6%). Par ordre décroissant, l'excédent se situe au niveau du



Bund (20,1 Md€), des Länder (13,6 Md€), des caisses de sécurité sociale (9,9 Md€) et des communes (6,2 Md€).

POLITIQUES SOCIALES

Selon [Destatis](#), le nombre d'emplois rémunérés au **salaire minimum** a diminué de plus de moitié entre 2015 et 2018 (à 930 000 après 1,91 M, données d'avril). La part de ces emplois représentait ainsi en 2018 2,4% de l'emploi salarié en Allemagne (4,6 % à l'Est du pays). 509 000 emplois étaient rémunérés en avril 2018 en dessous du salaire minimum horaire (8,84€ à cette date), ce qui représente 1,3% de l'emploi salarié; ce nombre serait en recul continue depuis 2015 (1,01 M de personnes concernées en 2015).

D'après [Destatis](#), les **salaires conventionnels** ont augmenté en moyenne de 3,2 % en 2019 (+2,7 % hors primes), soit plus fortement que les prix à la consommation (1,4 %).

Le [conseil](#) des ministres a adopté le 21 février 2020 le projet de loi introduisant une **retraite de base** pour les personnes rémunérées en moyenne moins de 80 % du salaire moyen lors d'une longue vie active (au moins 33 ans en incluant les congés parentaux et de soin à des proches en situation de dépendance) : l'allocation complémentaire retraite "*Grundrente*" d'un montant maximal de 404€ entrera en vigueur au 1^{er} janvier 2021.

ACTUALITE FINANCIERE

MARCHES FINANCIERS

[Deutsche Börse](#) a réalisé en 2019 un résultat net de 2,9 Md€ en augmentation de 6 % par rapport à 2018. Les dividendes s'élèveront à 2,9 €/action, soit 7 % de plus que l'année précédente. Le PDG, Theodor Weimer, a annoncé que 2 Md€ étaient disponibles pour des acquisitions ; les cibles pourraient être la bourse de Milan, Borsa Italia et la plateforme de devises Currenex. La bourse de Francfort précisera ses objectifs dans sa stratégie pluriannuelle « Compass 2023 » en mai, dont l'une des orientations sera la finance durable.

REGULATION FINANCIERE

Selon une [réponse du gouvernement allemand](#) à une question parlementaire, 146 000 **conventions de comptes d'épargne** (*Prämiensparverträge*) ont été résiliées unilatéralement par les caisses d'épargnes. Ces conventions prévoient des taux de rémunération variables et des primes annuelles croissantes allant jusqu'à 12 % de la somme versée annuellement sur le compte (au bout de 14 ans). De telles primes ne pouvaient plus être servies. Ces résiliations sont parfaitement autorisées après que le taux plafond de ces primes a été atteint, a rappelé la cour fédérale de justice à la suite de l'afflux de plaintes de clients.

La *BaFin* a prononcé en 2019 **150 sanctions contre des prestataires de services financiers**. Ce nombre est en forte augmentation : 25 en 2017 et 87 en 2018. Il s'agissait principalement de prestataires qui officiaient sans licence.

BANQUES ET ASSURANCES

La [Bundesbank](#) a réalisé son plus important bénéfice depuis 2008 : 5,9 Md€ en 2019 (contre 2,4 Md€ en 2018). Il est en grande partie lié à une réduction des provisions pour risques et a été entièrement reversé au Bund.

[Le groupe DZ Bank](#) enregistre, en 2019, un résultat avant impôts provisoire en forte hausse (2,7 Md€ contre 1,4 Md€ en 2018), proche de son bénéfice record de 2014. Ce résultat, qui devrait être le plus élevé des banques allemandes, est en partie dû à des cessions (notamment d'une grande partie des activités du spécialiste des financements de transport DVB Bank ; cf. BE 7/2019) ainsi qu'à un résultat avant impôts



en nette progression de l'assureur R+V Versicherung (1,1 Md€ en 2019 contre 413 M€ en 2018). La principale banque du groupe, DZ Bank AG, la banque centrale des banques mutualistes, affiche en revanche un résultat avant impôts en recul du fait d'une augmentation des provisions pour risques. Le ratio CET 1 du groupe est passé de 13,7 % fin 2018 à 14,4 % fin 2019.

Selon une information de l'agence Bloomberg, Boston Consulting Group, mandaté par le Bund pour donner son avis sur la stratégie de **Commerzbank**, recommanderait une intensification des investissements numériques de la banque ainsi qu'une considérable réduction du réseau d'agences, des activités à l'étranger et sur les marchés financiers. Le fonds de pension Capital Group détient désormais 4,82 % du capital de la banque (contre 2,93 % auparavant).

D'après le Financial Times, les autorités de supervision financière britanniques exigeraient de **Deutsche Bank** un reporting mensuel et non plus trimestriel concernant la lutte contre le blanchiment d'argent.

Dans le cadre de son programme de rationalisation, **Helaba** a annoncé la suppression d'ici 2023 d'environ 400 emplois dans sa banque principale (environ 2700 employés).

Le réassureur **Munich Re** a réalisé en 2019 un bénéfice net de 2,7 Md€, soit une hausse de 19 % par rapport à 2018. Les primes brutes émises se sont élevées à 51,5 Md€, soit + 4,9 %. Il annonce une poursuite des rachats de ses actions pour un volume d'1 Md€ d'ici avril 2021 ce qui correspondrait à environ 2,7 % de l'ensemble des actions (détenues par environ 230 000 actionnaires enregistrés).

Allianz annonce un résultat d'exploitation pour 2019 en hausse de près de 3 %, soit 11,9 Md€, et un chiffre d'affaires de 142,4 Md€ (+ 7,6 %). Ce sont les branches assurance-vie et assurance-maladie qui y ont le plus contribué (+ 15 %). Le ratio combiné (décaissements / encaissements) s'est dégradé en passant de 94,0 % à 95,5 %, en raison essentiellement de résultats négatifs de sa branche « assurance à l'industrie », dont font partie les sous-traitants à l'industrie automobile. L'assureur versera un dividende de 9,60 €, soit une hausse de 6,7 % par rapport à 2018. Il poursuit son programme de rachat d'actions pour un montant maximum de 1,5 Md€ en 2020.

La **tempête Sabine** (9 février) a causé 540 000 dommages en Allemagne qui coûteront 675 M€ aux assureurs (pour mémoire, *Kyrill* en 2007 : 3 Md€). En 2019, le coût de l'ensemble des dommages dus à des pluies violentes, de la grêle ou des tempêtes s'est élevé à 3,2 Md€, comme en 2018.

Copyright

Tous droits de reproduction réservés, sauf autorisation expresse du Service Économique Régional de Berlin.

Clause de non-responsabilité

Le Service Économique Régional s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication.

Directeur de la publication : Etienne Oudot de Dainville
Service Économique de Berlin
Ambassade de France en Allemagne

Adresse :
Pariser Platz 5
10117 Berlin
Twitter: @FRTresor_Berlin

Rédigé par : Bruno Fluhrer, Anita Gandon, Antoine Guilleman, Lucie Petit et Laurence Rambert
Revu par : Catherine Rozan

Version du 4 mars 2020